

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1265>



F1, JO, euro de foot... Crise ? Vous avez dit crise ?

- Société -



Date de mise en ligne : mercredi 4 juillet 2012

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Du grand prix de Formule 1 à l'Euro de football en passant par les jeux olympiques, ces mastodontes du sport spectacle sont l'occasion de dépenses faramineuses aux profits des multinationales.

La tenue à Montréal du Grand prix de Formule 1 a déclenché la colère des mouvements étudiants. L'enveloppe de 15 millions de dollars offerte au milliardaire B. Ecclestone, organisateur de l'événement, est considérée comme une véritable provocation. L'Afea (association facultaire des étudiants) dénonce un « événement élitiste » en partie financé par le Québec. Le Clac (convergence des luttes anticapitalistes) dénonce l'événement comme « polluant, sexiste et machiste dont les financements sont publics et les bénéfiques privés » et a appelé à passer à l'action en perturbant les festivités d'inauguration.

Machisme et gros moteurs

Alors que les féministes manifestaient pour dénoncer « l'exploitation sexuelle commerciale très intensive des femmes » à l'occasion des grands événements sportifs et des grands prix en particulier, la 45ème manifestation nocturne s'est mise en marche autour de « 200 tout nus » qui protestaient contre le luxe et les fastes des festivités (prix d'entrée fixé à 1000 dollars). La police anti émeute de Montréal a chargé les manifestantEs. 30 personnes ont été arrêtées alors qu'elles criaient, nues : « nous sommes moins indécentEs que les organisateurs ». Un peu plus tard se sont plus de 2000 manifestantEs indignéEs qui ont défilé avec pour slogan « je veux la démocratie pas une Ferrari ». La déclaration du 1er ministre québécois J. Charest (« quand on s'attaque au grand prix, ce n'est pas au gouvernement du Québec que l'on s'attaque mais à tous les Québécois »), commentée par Caroline Thisdale, porte parole du mouvement social, (« le gouvernement nous présente la F1 comme un projet de société alors que notre démocratie est malade ») résume bien la situation d'opposition de deux conceptions d'un modèle sociétal.

Olympisme et big brother

La « sécurité » - en fait l'encadrement des populations- sera un des postes les plus importants des JO de Londres. Plus de 40 000 policiers, militaires, agents de sécurité privés et bénévoles auront pour tâche de « protéger la capitale olympique », le tout consolidé par un vaste réseau de renseignement. Le ministère de la défense a annoncé début juin que « les forces armées britanniques allaient participer, avec des civils, à un vaste exercice mobilisant des avions et des navires de guerre, des hélicoptères et de faux missiles pour tester le dispositif de sécurité des Jeux Olympiques » et le gouvernement envisage l'installation de missiles dans la capitale.

Déjà surnommée big brother avec ses 4,3 millions de cameras quadrillant l'espace urbain, Londres va amplifier le dispositif de surveillance des personnes. Le budget pour la sécurité est estimé à 680 millions d'euros, hors dépense militaire budgétée. Le contribuable londonien se souviendra des JO comme les Athéniens qui continuent de payer le coût des JO de 2008 estimée à 7 % du PIB et qui n'a profité qu'aux multinationales.

Si le gouvernement communique sur le fait que les retombées économiques seront positives pour le pays, les experts estiment la croissance post JO à moins de 1 % du PIB. Ce que semble confirmer la ministre britannique chargée des Jeux en déclarant : « Personne ne se doutait que la Grande-Bretagne allait connaître l'une des pires récessions de son histoire... Si nous avions su, il est quasiment certain que nous n'aurions pas postulé. »... Marina Hyde, dans The Guardian du 23 mars 2012, concluait ainsi son article : "Les JO ? Deux semaines de

réjouissances dans un océan de désespoir" : « Pendant dix-sept jours, la Grande-Bretagne revivra et sera ramenée au temps de sa splendeur, lorsque les yeux du monde étaient tournés vers nous... jusqu'à ce que les dysfonctionnements réapparaissent. Le souvenir de cette quinzaine hantera alors le pays jusqu'au bout de son crépuscule. »

Foot, prison et prostitution

Les pays du sud de l'Europe frappés par la crise des marchés financiers participent à l'euro de football en Pologne et en Ukraine : confirmation que la crise ne touche pas les élites, qu'elles soient financières ou sportives, et que la récession n'empêche pas de réaliser de bonnes affaires. Les joueurs et le staff, en plus de salaires faramineux, touchent ainsi des primes énormes (220 000 euros par joueur si l'équipe de France parvient en finale, 100 000 (seulement) pour les quarts de finale). C'est indécent ! Doublement indécent lorsque l'on sait que la plupart ne paye pas d'impôts en France. Que penser par ailleurs de ces équipes qui, pour gonfler egos et portefeuilles, s'assoient sur les droits fondamentaux et acceptent de jouer dans une Ukraine nationaliste qui, notamment, retient en détention Ioulia Timochenko, ex-première ministre, égérie de la « révolution orange » ? Elles ne font que jouer au foot et nous vivons chaque coup de pied dans le ballon comme un coup de pied de plus au cul de la démocratie. ĩ

Le secteur EPS de l'EE